



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 02/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAISON BURTIN DEPUIS 1933

22 rue Maurice Cerveaux
51200 Épernay

Références : D3 i 2025 588
Code AIOT : 0005701586

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2025 dans l'établissement MAISON BURTIN DEPUIS 1933 implanté 22 RUE MAURICE CERVEAUX 51200 EPERNAY. L'inspection a été annoncée le 22/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans l'action collective " Rejets eaux et déclaration GEREP/GIDAF ".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAISON BURTIN DEPUIS 1933
- 22 RUE MAURICE CERVEAUX 51200 EPERNAY
- Code AIOT : 0005701586
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MAISON BURTIN est une maison de champagne fondée en 1933 à Épernay. Elle est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2004-A-51-IC du 27 avril 2004 pour son activité de vinification.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Autosurveillance	AP Complémentaire du 27/04/2004, article 5.11	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Justification de dépassements et actions correctives	Arrêté Préfectoral du 27/04/2004, article 5.11	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Existence d'un point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
4	Compteurs d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Sans objet
5	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 27/04/2004, article 4.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant n'effectue pas sa déclaration d'autosurveillance des rejets aqueux via la plateforme GIDAF (Gestion informatisée des données d'autosurveillance fréquente).

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à Monsieur le Préfet en ce sens et joint à ce rapport.

Des dépassements récurrents en DCO (Demande chimique en oxygène) et en DBO5 (Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours) sont également constatés.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à Monsieur le Préfet en ce sens et joint à ce rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/04/2004, article 5.11
Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets d'eaux usées. Une mesure hebdomadaire est réalisée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt quatre heures proportionnellement au débit, pour les paramètres suivants: MES, DCO, DBOS, azote global, ainsi que le débit journalier pendant la durée du prélèvement. Au moins une fois par an ces mesures doivent être effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Le laboratoire AQUANALYSE effectue les analyses des rejets aqueux de la société. Un rapport est transmis à l'exploitant. Par sondage, l'Inspection a analysé certains rapports. Les différents rapports font mention de dépassements récurrents notamment en DCO et DBO ₅ . L'exploitant indique à l'Inspection ne pas analyser les rapports transmis. L'exploitant archive seulement les rapports. L'autosurveillance n'est pas effectuée par l'exploitant. Les résultats des analyses ne sont pas transmis sur la plateforme GIDAF. L'Inspection, de ce fait, ne peut pas interpréter la récurrence des dépassements.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter le cadre réglementaire de l'article 5.11 de l'arrêté préfectoral n°2004-A-51-IC du 27 avril 2004.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Justification de dépassements et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2004, article 5.11
Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance
Prescription contrôlée : [...] Les résultats des mesures doivent être transmis mensuellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.
Constats : Les rapports d'analyses transmis par le laboratoire AQUANALYSE à l'exploitant sont seulement archivés. Ceux-ci ne sont pas analysés. Par ce fait, l'exploitant indique la méconnaissance des dépassements des rejets aqueux. Par conséquent, aucune réflexion et aucune mesure corrective ne sont entreprises par l'exploitant pour éviter ces dépassements.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter le cadre réglementaire de l'article 5.11 de l'arrêté préfectoral n°2004-A-51-IC du 27 avril 2004.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Existence d'un point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions régionales, Eau
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite terrain, l'Inspection a constaté la présence d'un point de rejet et d'un point de

prélèvement.

Un préleveur automatique est présent au niveau du regard des rejets aqueux.

Les échantillons sont stockés dans un réfrigérateur. Le laboratoire AQUANALYSE prélève les échantillons hebdomadairement.

Par sondage, l'Inspection n'émet pas de remarque sur ce constat.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Compteurs d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15

Thème(s) : Actions régionales, Eau

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».

Constats :

Les compteurs d'eau sont relevés hebdomadairement.

Les différents relevés sont consignés dans un registre numérisé. Un suivi est effectué par l'exploitant pour éviter tout incident.

L'exploitant indique à l'Inspection être en cours de réflexion pour réduire sa consommation d'eau.

Par sondage, l'Inspection n'émet pas de remarque sur ce sujet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2004, article 4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

- date d'échéance qui a été retenue : 07/02/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune des ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque doit être signalé.

Constats :

Par sondage, les zones susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre ont été recensés sur l'installation.

Des marquages ont été effectués pour délimiter ces zones à risques.

Type de suites proposées : Sans suite